

Comptes rendus / Book Reviews 287

marriage with “others” following the genocide of 1915, and black French-speaking African women in Toronto and Montreal. Although informative, this part of the book is either exploratory or is based on the personal recollections of the authors. The fifth part explores how ethnic symbols have been gendered in Canada’s past. The example of the media manipulation of Finnish and Finnish-Canadian women at the beginning of the Second World War illustrates how ethnic nationalism can be gendered, while the case of Mennonite refugee women in the post-war years illustrates how symbols of food and food shortages served to organize the immigration narratives of women of the Mennonite faith. The historical background that led to the Mennonite immigration to Canada after World War II is clearly presented in this essay, as is the peculiar relationship to food preparation and consumption that Mennonite women brought with them from war-torn Europe. Part five closes with an analysis of the ethnic, national, and state symbols found within the “sacred spaces” of six churches in contemporary Edmonton and concludes that women in this context remained junior partners.

The last part of the book deals with how history is remembered. Examples of the relationship between history and memory include the personal recollections of time spent in a working-class Jewish summer camp, oral interviews with black Caribbean nurses who worked in Canadian hospitals from 1950 to 1980, and the particular ordeals of female Holocaust survivors.

While certain readers will be less than convinced by some of the more politically motivated essays, the editors are to be congratulated for bringing together such a wide range of subjects and periods. The fact that the focus of most of the articles is Ontario should only serve as a reminder of how much ground is to be made up in the field of women’s immigration history in other regions of the country, most notably in Quebec, where the history of immigration as a field of inquiry is still in its infancy. Finally, while not all of the contributors to this collection specifically answer the question in the title, the reader is left with the distinct impression that Native, immigrant, and marginalized women were indeed strangers to their Canadian counterparts in the history of the country.

Robert J. Grace
Université Laval

FECTEAU, Jean-Marie — *La liberté du pauvre. Crime et pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, vlb éditeur, 2004, 460 p.

Cette étude propose une analyse des discours entourant la mise en place d’une économie libérale de régulation des rapports sociaux à travers les deux dissonances profondes que sont le crime et la pauvreté. Le titre – trop restrictif – induit en erreur car l’auteur situe le cas québécois dans le cadre d’un débat international (essentiellement les contributions anglaise et française, cependant) concernant la liberté qu’il faut accorder ou ne pas accorder aux individus marginalisés. Ceci est l’une des principales forces du livre, mais cette dimension prend parfois trop de place et la dimen-

sion purement québécoise a du mal à faire surface. L'insistance sur la littérature étrangère et l'absence de plusieurs ouvrages québécois sur le libéralisme ou la pauvreté place cette étude hors de l'historiographie nationale car elle ne cherche pas à tenir compte des problématiques qui peuvent différer de la sienne.

Spécialiste du XIX^e siècle, Jean-Marie Fecteau considère sa période le creuset de ruptures fondamentales ayant modelé l'avenir de l'Occident. Parmi ces ruptures occasionnées par les révolutions démocratiques, la quête libertaire amène la refondation de discours permettant de légitimer des inégalités en rendant le criminel ou le pauvre seul responsable de son état. Et il ne faut pas se méprendre : l'analyse ne concerne que les discours, car l'auteur délaisse l'histoire qui s'attache au réel concret (p. 47). La chronologie demeure néanmoins assez traditionnelle : la formulation utopique du libéralisme avant 1815; l'apogée du libéralisme 1830–1870; la crise du libéralisme 1870–1930. Avec le rêve de liberté engendré par les révolutions du tournant du siècle, la pauvreté et le crime deviennent un défi collectif et la croissance urbaine met les élites en contact avec une masse grandissante de pauvres négligeant l'esprit de prévoyance qui devient centrale dans la pensée bourgeoise (même si les jésuites faisaient de son absence une caractéristique de la sauvagerie dès les années 1630!). Cette nouvelle perception rend caduques les régulations issues de la féodalité et révèle l'inadéquation de l'approche philanthropique.

La deuxième partie concerne la répression du crime. En instituant le déni de liberté plutôt que la peine corporelle comme punition, la régulation libérale se devait non seulement d'inventer la prison mais aussi d'assurer la sanction systématique des infractions en instaurant une police efficace après 1840. Vers la fin du siècle, la critique d'un mode de punition où se côtoient une vision utopique rendant possible la réforme du criminel et une vision plus cynique visant la conformité aux normes sociales entraîne une nouvelle perception du crime comme une pathologie dont il faut tenter la guérison. Le second chapitre de cette partie concerne la prise en charge de l'enfance manifestée par l'émergence d'institutions spécialisées. Si une discussion des maisons de réforme, des asiles d'aliénés et de projets éducatifs visant les enfants de familles inaptes à éduquer leur progéniture ont souvent un rapport assez étroit avec les débats sur la nature de la criminalité, les orphelinats devraient-ils être considérés dans une section sur la régulation du crime?

La troisième partie concerne la prise en charge de la pauvreté pendant l'ère libérale. Le premier chapitre tente de circonscrire le patrimoine discursif commun de tous les pays occidentaux pour expliquer la persistance de la pauvreté et les mesures à prendre pour y faire face. L'auteur fait une distinction utile entre la pauvreté, qui est un mal social que la charité privée serait apte à contrer, et le paupérisme, qui est un mal moral et donc susceptible d'être puni par enfermement dans des maisons de travail, par exemple. Au droit au travail prôné par les classes populaires, les libéraux opposent la liberté individuelle qui rend chacun responsable de s'aider lui-même pour sortir de sa gêne. Devant l'ampleur de la pauvreté urbaine, ce discours s'avère inadapté et, vers la fin du siècle, alors que les crises de 1874 et 1893 exacerbent l'insécurité, les sciences sociales naissantes élaborent une critique sévère du discours libéral qui amène les premières mesures sociales pour adoucir le sort de l'ouvrier. Certes, les sciences sociales contribuent à la réflexion, mais il ne faudrait pas sous-

estimer l'élargissement du droit de vote qui enfin, à partir de la troisième république en France (1871) et de la loi de la représentation du peuple en Angleterre (1884), donne aux classes populaires une force électorale suffisante pour obliger les partis et l'élite à en tenir compte. Le second chapitre de cette partie analyse comment l'Église catholique au Québec a intégré le discours libéral sur la pauvreté pour se permettre d'occuper une place hégémonique dans les affaires sociales. Bien que les citations d'Alexis de Tocqueville soient nombreuses au début, c'est le chapitre le plus « québécois » du livre et donne une bonne synthèse de l'évolution du discours légitimant les œuvres catholiques. Mais le Québec n'est pas uniquement catholique à cette époque et aussi bien les réactions du clergé que l'élaboration de son discours sont profondément influencées par l'anticléricalisme en Europe, la concurrence avec les protestants à tous les niveaux, et la véritable rupture qu'est la transition du gallikanisme à l'ultramontanisme.

Au terme de cette lecture, je reste déçu devant le peu de résultats concrets de tant d'efforts de la part de l'auteur car j'ai le sentiment d'avoir très peu appris. Au départ, je ne suis pas convaincu du caractère démocratique et populaire des révolutions du tournant du XIX^e siècle que je qualifierai de bourgeoises, mais je suis d'accord que la rupture du discours libéral traditionnel arrive vers 1870–1880 au moment où l'élargissement du droit de vote permet l'émergence de véritables partis de gauche qui représentent les forces populaires et démocratiques. Il reste à savoir lequel des nouveaux partis ou des sciences sociales contribue le plus à modifier le discours. Si les lectures internationales de l'auteur sont impressionnantes, il manque des incontournables comme les travaux de Peter Lindert sur l'émergence de la couverture sociale en Occident. À moins de vouloir s'enfermer dans une tour d'ivoire personnelle, la bibliographie québécoise mériterait d'être plus complète et une tentative devrait être faite d'engager un débat fertile avec cette historiographie. Parler de pauvreté au Québec sans évoquer les Amérindiens et en prétendant qu'il n'y a pas assez d'études pour traiter du cas des femmes étonne tout simplement de nos jours. Et, contrairement à l'auteur, je pense qu'il faut tenir compte des réalités et des contextes vécus pour ne pas se laisser emporter et emprisonner par les discours. Enfin, il est regrettable que cette étude, d'une lecture souvent ardue, n'ait pas bénéficié d'un travail sérieux d'édition pour éviter les redites et resserrer l'argumentation.

John A. Dickinson
Université de Montréal

FLEMING, Patricia, Gilles GALLICHAN et Yvan LAMONDE (dir.). — *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada. Des débuts à 1840* (vol. I), Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, 566 p.

L'équipe de recherche du grand projet concerté *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada / History of the Book in Canada* propose un ouvrage de référence désormais incontournable pour qui s'intéresse au livre et à l'imprimé au Canada. Le livre, qui sera complété par deux autres volumes d'ici la fin de 2006 (1840–1918 et 1918–